



Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste du MWRP.

Poste de Liège x
Trimestriel
Novembre - Décembre 1996
n° 14

Directeur : André SCHREURS ; secrétaire de rédaction : Jacques LIENARD ; éditeur responsable : Laurent LERUTH

Le jeudi 12 décembre à 19h30.

LES JOURS DE LA BELGIQUE SONT- ILS COMPTES ? *Va-t-on vers le rattachisme?*

Débat organisé par Wallonie-France avec la participation de :

Jean DEFRAIGNE, Ministre d'Etat et ancien Président de la Chambre des Représentants

Claude EERDEKENS, Député et chef du groupe PS

François PERIN, ancien Ministre et Professeur ULG e.r.

Bernard REMICHE, Professeur à l'Université catholique de Louvain

Au Palais des Congrès de Liège , Esplanade de l'Europe, 4020 Liège
Vaste parking P.A.F.: 100 FB -Etudiants : 50 FB.

CHASSEZ LE COMMUNAUTAIRE, IL REVIENT AU GALOP... LE RATTACHISME AUSSI!

Comme l'indiquait clairement la lettre de Claude Eerdekenis publiée dans le dernier numéro de *Wallonie-France*, l'intervention "rattachiste" du président du groupe socialiste de la Chambre n'était ni un coup de chaleur, ni une réaction épidermique. *La Libre Belgique* l'a fort bien compris puisque, dans ses éditions des 25 et 26 septembre 1996, elle publie des extraits de cette lettre sous les titres "Ciel, Eerdekenis n'est plus Belge" et "Eerdekenis, le Français".

Claude Eerdekenis a d'ailleurs "remis cela" dans le discours qu'il a prononcé à Huy, le 27 septembre, à l'occasion de la fête de la Communauté française. *Le Soir* du 29 septembre rapporte ainsi ses propos: "Si les Flamands veulent aller dans cette voie" (ndlr: l'indépendance), a lancé le chef de groupe PS à la Chambre, nous n'assisterons pas, à partir de 1999, au schéma traditionnel après les élections, de voir le Roi désigner un informateur, qui généralement est suivi de la désignation d'un formateur. Nous pourrions assister dans un premier temps à la désignation d'un curateur, suivi d'un liquidateur... Si les Flamands veulent le séparatisme, s'ils veulent la fin de la Belgique, celle-ci cessera d'exister avant le prochain millénaire. Nous avons, en tant que francophones, manifestement intérêt à lorgner vers ce pays voisin, ce pays aux traditions démocratiques, ce grand pays qu'est la France".

Après cette importante personnalité socialiste, c'est le président du PRL (parti réformateur libéral) qui, dans une interview au *Figaro* (28 octobre 1996) a déclaré: "Si l'espace francophone ne devient pas une réalité, si le séparatisme est inéluctable, alors les Wallons diront: "je préfère être Français plutôt que Wallon". Moi, personnellement, entre un Etat wallon replié sur lui-même et la France, je choisis la France car la Wallonie, c'est un cul-de-sac économique, social, culturel". Et à la question de savoir si la France accepterait de récupérer ainsi les francophones belges, Louis Michel a répondu: "Nous avons des contacts avec Paris et je suis sûr que Paris ne ferait pas longtemps la fine bouche".

Le Figaro a d'ailleurs consacré une page entière à un reportage sur la situation actuelle de la Belgique, sous la plume de Thierry Desjardins. Le titre de ce reportage est éloquent: "Dépeçée par les institutions, scandalisée par les affaires, meurtrie par les drames; Belgique: La Wallonie tentée par le "rattachisme" à la France." Les excès du fédéralisme ont conduit le pays au bord de l'explosion: la frontière linguistique entre Flamands et Francophones deviendra-t-elle une frontière nationale?"

Un mois plus tôt, le 17 septembre, *Le Figaro* avait déjà publié un article signé de François Luizet intitulé: "Menacée d'éclatement en 1999, la Belgique à l'heure de la "purification linguistique" où il relevait que "harcelés; humiliés, même à Bruxelles, beaucoup de francophones n'écartent plus l'idée d'être un jour réunis à la France". Cet article contenait une interview de Me René Swennen, avocat à Liège, prônant le "rattachement à la France dans des modalités constitutionnelles qui restent à définir, la formule de la souveraineté-association (prévue par la Constitution française) étant la plus plausible", rejoignant ainsi les positions de *Wallonie-France*.

La Libre Belgique n'a pas manqué de relever tous ces articles en observant, dans son édition du 15 octobre, que "depuis qu'en Belgique, l'hypothèse du

rattachement a été ouvertement évoquée au Parlement, les journaux français s'en sont fait le relais. Le 18 septembre, *Le Monde* publiait un article intitulé "Les Wallons sont tentés par la France" et le 13 octobre, le journal consacrait une pleine page au mouvement rattachiste wallon. Le journal *La Croix* vient aussi de s'intéresser à la question. Plusieurs télévisions françaises seraient actuellement en train de préparer des reportages à ce sujet" (titre de *la Libre Belgique* sur cinq colonnes: "La France face au rattachisme wallon: entre prudence diplomatique et intérêt").

Effectivement, on a pu voir, sur *France 3* à la mi-novembre, la première partie d'un reportage de Dominique Gallet sur la situation belge. On y entendit notamment François Perin, Hervé Hasquin et Robert Collignon, Ministre-Président de la Région wallonne, qui n'hésita pas à répéter ce qu'il avait dit lors des fêtes de Wallonie, en septembre, à savoir que les Wallons aiment la France et "sont plus près de Paris que la plupart des Français".

Par contre, Charles-Ferdinand Nothomb s'en est pris violemment, dans plusieurs journaux, aux séparatistes et aux rattachistes wallons ainsi qu'au Ministre-Président flamand Luc Van den Brande "qui déboussolent la population (belge) qui les prend au sérieux". Bel aveu de la part de cet indécorable belge! Son ire s'exprime particulièrement à l'égard de Louis Michel, président du PRL, qui a osé "traiter du rattachisme dans un journal français" (cfr *Le Figaro*). Joëlle Milquet et Jacques Lefèvre ont également, dans *Le Soir* du 31 octobre, adressé une "Lettre ouverte aux rattachistes". Le MWRP leur a répondu "en trois pages bien tassées" dont *Le Soir* du 5 novembre publie la conclusion: "Votre lettre met en évidence les pitoyables contradictions des partisans de la "fuite en arrière". Dépassés par les faits, vous ratez le train de l'histoire. Mais rassurez-vous: dans quelques années, votre absence à l'Assemblée nationale passera tout à fait inaperçue.



J'ai beau consulter, je ne me sens plus très bien !

Autre réaction émolliente et négative, celle de l'ancien ambassadeur de Belgique à Paris, Alfred Cahen, qui, à la question posée par *Le Soir* du 21 novembre: "le frémissement de l'idée rattachiste (de la Wallonie à la France) vous est-il apparu à Paris?" déclara: "Il y a bien entendu des cercles, à Paris, où le rattachisme est bien vu. Pour moi, ce sont un peu des cercles paléogaullistes, avec notamment Saint Robert; il y a aussi l'inévitable Jean-Pierre Chevènement, mais il faut bien dire qu'il n'est pas au centre des choses pour le moment. Pour le reste, le rattachisme ne soulève en France, en tout cas à Paris, aucun enthousiasme. Au contraire, je vois des gens très inquiets pour l'avenir de la Belgique, devant le possibilité d'un éclatement. Thierry de Montbrial, membre de l'Institut, m'aborde un jour, tout à fait paniqué: "Alfred, est-ce que c'est vrai tout ce que l'on raconte sur la Belgique?" Si je n'ai pas entendu quinze fois le président Mitterrand dire à des personnalités belges: "L'Europe a besoin d'une Belgique forte et unie", je ne l'ai jamais entendu... Chaque fois qu'il rencontrait une personnalité gouvernementale belge régionale, c'était parti: "L'Europe a besoin..." lui disait-il en me regardant dans les yeux... Et quand on a eu la cohabitation, Mitterrand a continué et Balladur a dit la même chose.... Et je sais que Chirac le pense aussi".

Il faut croire que "notre" ambassadeur à Paris ne lit ni *Le Monde* ni *Le Figaro* qui citent de nombreuses personnalités françaises ayant exprimé leur sympathie aux rattachistes wallons, tels Philippe Seguin, Président de l'Assemblée nationale, Jacques Legendre, ancien ministre, sénateur et maire de Cambrai, Michel Jobert, ancien ministre des Affaires étrangères (qui a publié un article très engagé dans *Le Soir* du 14 novembre 1996), Alain Peyrefitte, ancien ministre, Bernard Dorin, ambassadeur de France, Jacques Attali, ancien conseiller du Président Mitterrand, et même Jacques Chirac qui, recevant récemment une délégation de Liégeois à propos du TGV, les a accompagné jusqu'au perron de l'Elysée, ce qui est réservé aux chefs d'Etat, et leur a dit textuellement: "Vous n'êtes pas des étrangers, mais des compagnons" (*Le Figaro* du 28 octobre).

Certains dans la presse ont tenté de récupérer la "marche blanche" où Wallons, Flamands et Bruxellois avaient marché côte à côte pour manifester leur indignation à la suite des crimes horribles commis sur des enfants martyrs par le sinistre Dutroux et ses complices, pour y voir la résurgence d'un sentiment national belge. On avait assisté à la même tentative, restée sans lendemain, lors des funérailles du roi Baudouin...

Un sociologue, interviewé par *Le Soir* du 21 octobre, M. Benoît Scheuer, a remis les choses au point: "Cela allait bien au delà (d'un sentiment national), a-t-il déclaré, il serait plus adéquat de parler de métissage culturel. Il y a eu un dialogue qui dépassa de loin les frontières de l'Europe". Et de préciser: "Certains ont voulu exprimer une souffrance, un cri désespéré. Ils se disent défenseurs des valeurs essentielles, mus par un grand désir d'ordre et de pureté et tout en s'opposant aux corrompus, ils ont été soulagés par la décision de la Cour de cassation parce qu'elle respectait l'Etat de droit. Eux sont venus comme parents avec les parents en pèlerinage ou en procession".

Et pendant ce temps, l'aspiration au séparatisme et à l'indépendance ne fait que se développer en Flandre.

Ainsi, "le Nord veut une Constitution pour s'affirmer en Etat", titre *Le Soir* du 19 septembre. C'est le meilleur chemin vers le séparatisme, commente Francis Delpérec: "Quand un Etat se constitue, la première chose qu'il fait, c'est une Constitution; ici, on fait

l'inverse. C'est l'idée: Faisons une Constitution, comme ça, on verra qu'on se constitue en Etat. Ce n'est pas juridique, mais symbolique, comme un drapeau ou un hymne".

Et Martine Dubuisson de conclure: "Et le malaise s'accroît du fait que l'initiative apparaît, dans le chef de certains, comme une ènième étape (inavouée) sur le chemin de l'indépendance flamande".

Une nouvelle fracture communautaire est également apparue lors de la dernière grève déclenchée par la FGTB mais appuyée par les métallos liégeois de la CSC. Cette grève qui se voulait générale n'a que "faiblement touché la Flandre" souligne *Le Soir* du 29 octobre qui relève: "La coupure Nord-Sud de la FGTB est plus perceptible que jamais. C'est un énorme risque qu'a pris le syndicat socialiste. Déjà tiré à hue et à dia par les barons de ses centrales, il affronte un déchirement de ses sensibilités communautaires. Le désespoir du chômage donne, en Wallonie, une toute autre raison de se jeter dans l'action et même de s'y précipiter".

André SCHREURS

La Boutique de Wallonie-France

On peut se procurer :

- de la documentation sur le Mouvement
- d'anciens numéros de *Wallonie-France*
50 FB ou 10 FF
- des épinglettes
50 FB ou 10 FF
- des vignettes *Wallonie-France*
100 FB ou 20 FF
- des autocollants
«La solution : la Wallonie avec la France»
10 FB ou 2 FF



en s'adressant à :

Laurent Leruth
rue de pitteurs, 1
4020 LIEGE
Tél / 04/ 342 10 90

OU

Raymond Salomon
avenue du Beau-Site, 53
4102 Ougrée
tél. 04/ 336 29 09

LETTRE OUVERTE AUX DEUX AUTEURS D'UNE LETTRE OUVERTE...

Vous avez, Madame Joëlle Milquet et Monsieur Jacques Lefèvre, voulu répondre à "l'inepte" dossier du *Figaro* du 28 octobre (1). C'est respectivement en votre qualité de sénatrice et de chef de groupe PSC à la Chambre des Députés que vous avez réagi, car vous vous êtes émus de l'attitude passéiste de "Claude" (Eerdeken, chef de groupe PS), de "Louis" (Michel, président du PRL) et de "Robert" (Collignon, Ministre-Président du Gouvernement wallon). Bardés de votre bonne conscience, vous vous êtes lancés au secours de votre Mère Belgique de plus en plus décrépète.

La "Marche blanche" a prouvé, affirmez-vous, le rejet par la population des diverses velléités séparatistes. Pourtant, si vous aviez regardé les affichettes -il y en avait partout- appelant à manifester le 20 octobre, vous auriez remarqué qu'elles portaient, en lettres grasses, ces mots: "UNE MARCHÉ AU NOM DES DROITS DE L'ENFANT" et rien d'autre! En fait, vous devriez le savoir, les 300.000 marcheurs, dans leur grande majorité, n'ont voulu signifier que leur *gouleur* devant les crimes d'un monstrueux pourvoyeur de pédophiles sans scrupules, et devant les incompréhensibles carences des enquêtes. Cette réaction populaire s'est faite "pour la dignité de la personne humaine" et c'est le motif qui a poussé dans les rues de Bruxelles beaucoup de ses habitants, beaucoup de Wallons et de Flamands unis, oui mais par leur seule indignation! La présence de citoyens hollandais, anglais, allemands et français n'avait d'ailleurs pas d'autre sens. S'il y avait refus, c'était celui des organistes opposés à toute tentative de récupération politique. Vous n'avez pas hésité à franchir le pas, le procédé manque vraiment d'élégance - c'est un euphémisme!

Vous demandez encore aux autorités belges "d'avoir un nouveau projet collectif et d'abandonner ces querelles linguistiques dépassées". Cette dernière phrase montre bien

l'incroyable médiocrité de votre analyse, car les Flamands ont depuis belle lurette dépassé le stade des "querelles linguistiques". La défense de leur langue n'est que le support nécessaire pour forger leur Nation et vous ne le voyez pas. Est-ce simplement curieux?

Vous refusez aussi de mettre la Wallonie dans "le cul-de-sac de Paris", qui ne pourrait, selon vous, amener que la colonisation par la France, mais, ajoutez-vous, "il faut, en revanche, lutter pour une Wallonie dans laquelle chaque Wallon serait vraiment libre et fort" (2). En réalité, vous ne poursuivez qu'un but dans l'intérêt permanent et exclusif de votre chapelle: que la Wallonie demeure dans le giron belge et que la colonisation entreprise par la Flandre -bien réelle celle-là- continue de plus belle. Bien sûr, les nobles intentions ne manquent pas dans votre discours: "Il faudra refondre alors des relations harmonieuses entre le Nord et le Sud", mais vous ne dites pas comment y arriver! Espérons que cela ne se fasse pas après une autre guerre de Sécession? "Il faut réaffirmer les liens entre Bruxelles et la Wallonie en créant des mécanismes de coopération de plus en plus nombreux (afin de) nous redonner notre fierté perdue". Ainsi vous êtes Wallons, en tout cas vous semblez le dire. Nous ne pouvons que vous encourager à continuer dans cette voie, mais il est étonnant de vous voir parler de fierté wallonne alors que le parti, dont vous êtes des membres éminents, a toujours tout entrepris, au nom de sa belgitude éperdue, pour nous la faire perdre.

Sur le fond, permettez-nous de remarquer que, plus vous renforcerez le bloc francophone, plus les heurts avec la Flandre deviendront inévitables et de cette façon, plus l'existence de l'Etat belge sera menacée. Vous savez, au fond de vous-mêmes, que, devant la froide détermination flamande, votre combat pour le maintien d'une Belgique fédérale est perdu d'avance et que vous ne menez plus qu'un baroud d'honneur. Vous dites implicitement être des patriotes. Soit, le mot n'est pas méprisable,

mais n'êtes-vous pas plutôt ceux d'hier, alors qu'il vaudrait mieux, pour nos enfants, être les patriotes de demain? Cela demande évidemment une réflexion en profondeur débarrassée de tous les *a priori*. En serez-vous capables?

Errare humanum est, sed perseverare diabolicum est.

(= J. L. Léonard)

WALLONIE-FRANCE

(1) Louis Michel répondait notamment que le rattachisme ne lui apparaissait plus comme une "idée folle", pensait qu'en cas de séparatisme, il choisirait d'être Français et enfin, affirmait avoir des contacts à Paris.

(2) Le lecteur remarquera l'emploi du conditionnel, ce qui est un peu démobilisateur!

UNE PIERRE SUPPLEMENTAIRE DANS LE JARDIN DES BELGICAINS!

La Wallonie du 11 juillet 1996 saluait la Joyeuse Entrée du "rattachisme" à la Chambre des Représentants, à la suite des déclarations de Claude Eerdeken.

Le *Petit Larousse*, cuvée 1997, suit le mouvement en adoptant le mot "rattachiste" ! Nous pouvons, en effet, y lire page 853 :

Rattachiste : n.m. ou adj. ; Belgique partisan du retour à la France de tout ou d'une partie des régions francophones de Belgique.

Si nous n'étions vraiment qu'un groupuscule marginal sans intérêt, comme tentent de s'en persuader les derniers dinosaures belgeoisants, si nous étions indésirables en France, comme l'assure M. Charasse, s'il ne fallait pas compter avec nous, comme râle M. Nothomb, je doute fort que les lexicographes chargés de la mise à jour du dictionnaire le plus prisé de France et de la francité, nous eussent consacré un article!

Laurent LERUTH

HEUREUX QUI, COMME QUENTIN, VINT OBSERVER LE PAYS DE LA SAPIENCE...

Comme un affamé sur une tartine, *Le Soir illustré* (1) s'est jeté sur les réflexions de M. Quentin Dickinson qui, en dépit de son patronyme, est un bon Français. Cet "envoyé spécial permanent de Radio-France à Bruxelles" jouit aussi de la rare qualité "d'observateur professionnel se déplaçant à une vitesse force cinq" (???). Depuis 20 ans, *Speedy Quentin* scrute, examine, soupèse tout sans relâche afin d'éclaircir "le mystère belge". Noble ambition, n'est-il pas!

Et qu'a-t-il vu pendant ces quatre lustres? Une Belgique vouée à la poursuite de "chimères linguistiques", des Belges détenteurs (mais inconsciemment) "d'une sagesse belge". "Le Belge, précise l'observateur-flagorneur, est une bête de bon sens. Il ne s'en laisse pas compter (sic), il déteste l'esbrouffe, la frime. Il a beaucoup de leçons à donner aux Français (sans doute esbrouffeurs et frimeurs?). Il réussit la synthèse des éléments les plus positifs du nord et du sud de l'Europe... Il n'y a que lui qui ne le voit pas". N'en jetez plus, la cour est pleine!

Certes, l'*homo belgicanus* pratique allègrement son "sport national": l'évasion fiscale (sans doute est-ce une preuve de sagesse patriotique?), mais ce péché véniel n'altère en rien la sympathie que notre observateur-admirateur béat a pour ce peuple de mages. Hélas, trois fois hélas! M. Dickinson, revenu en 1989 au pays des philosophes après une absence de trois ans, a repéré une faille dans cet Himalaya de sagesse. La larme à l'oeil, il a décelé une coupure entre "la caste politico-médiatique" et les braves gens trimant dur pour payer leurs impôts. Ce constat n'est pas tout à fait faux, mais un tantinet démagogique!

Sur la fédéralisation et ses conséquences, sur l'hégémonie de la Flandre et sa volonté visible d'indépendance: rien à dire puisque tout se ramène à de vaines "affaires linguistiques"!

À la question de Corinne Le Brun portant sur l'éventualité du rattachement de la Wallonie et Bruxelles à la France, l'observateur-moralisateur tranche: "Ce rattachement est une invention totalement belge, provenant d'une poignée d'irréalistes politiques dont la moyenne d'âge dépasse les

septante ans. Tout cela n'est pas sérieux. Je ne connais pas un Français, à moins d'être une tête brûlée, qui pourrait dire "Oui, il faut récupérer la Belgique". Cette dernière phrase laisse rêveur. Qui lui a parlé d'un rattachement de la Belgique -donc Flandre comprise- à la France? Certainement pas la journaliste de service. Certainement pas non plus les "rattachistes" qui, par ailleurs, sont nombreux à ne pas avoir atteint l'âge estimable de soixante-dix ans?

Certainement pas non plus Jacques Attali pour qui 95 % des Français de l'Hexagone diraient oui à une demande de rattachement à leur pays venant de la Wallonie? Que toutefois "le Français moyen" se rassure. L'observateur-potineur ne lui laissera rien ignorer de "Mme Fili Houteman" -c'est la belge dame qui a fait des sages galipettes avec M. Ducruet du Rocher monégasque-, mais, pour le reste, il semble que M. et Mme Dupont-Martin (de Trifouilly-les-Valseuses) attendront encore longtemps des informations sur le petit voisin du Nord tout peuplé de sages, sauf les "rattachistes" bien sûr atteints de sénilité même pas précoce.

D.L.

(1) du 9 octobre 1996; interview titrée: "Quentin Dickinson: les rattachistes à la France sont des irréalistes politiques" et, en lettres grasses: "les autres Belges sont sages" (sic).



LE BON ORDRE DES FACTEURS

LA WALLONIE SE REDECouvre

"Il y a des coups de pied au cul qui vont plus loin que l'homme", disait Le Corbusier. Il y en a aussi qui n'atteignent personne, sauf celui qui les envoie. J'en veux pour exemple celui que l'ancien ministre Michel Charasse a décoché aux Wallons dans *Le Soir* du 4 octobre. Il est bien connu que ce personnage manie plus volontiers la pompe à purin que le fleuret de l'escrime politique. Il a pris ses aises de goret dans les nombreuses bauges mitterrandiennes. Quand il se prétend "pas c..." (ce qu'il devrait démontrer) et qu'il refuse "de se taper les pauvres de Belgique"-en fait, de Wallonie dans le contexte-, son ébrouement vaut-il seulement un regard?

Je crains que oui. Charasse parle comme il éructe, mais ce dont il parle est grave. Trop de bonnes gens s'imaginent chez nous que la Wallonie n'aura qu'à tendre son pied mignon aux essais de pantoufle du Prince charmant pour triompher comme Cendrillon dans les châteaux de France et de Navarre. Oh! nous savons qu'elle est belle et point si démunie que l'on ne l'annonce, mais songeons un peu aux apparences: sa mise est pauvre et le visage accuse des stigmates d'épreuve. Or, s'il est un rattachisme que vivifient des sentiments nobles et toutes les forces de l'identité, il en reste un autre, en plein essor lui aussi, qui a les accents d'un dossier de C.P.A.S.: en clair, nous allons perdre les allocations de la Belgique. A la France d'ouvrir ses guichets! De quoi séduire, vraiment, un prince de riche apanage certes, mais qui n'est pas le roi Crésus et dont les bannières ne reçurent pas toujours ici les hommes convenables.

Parlons raison. Le sentiment y gagnera en éloquence. La Wallonie doit mettre de l'ordre dans ses affaires et aucun choix d'autodétermination ne l'en dispensera. Un patrie ne peut être un refuge de banqueroutiers, ni même l'objet d'un calcul patrimonial. Pour unir un peuple dans le système de valeurs et dans l'art de vivre qu'il choisit, elle doit représenter pour lui une transcendance qu'aimaient l'affection naturelle, le sens du devoir et, quand il le faut, l'acceptation du sacrifice, humble ou suprême. Or, tout se lie dans une question de nationalité. La gêne, les pénuries, l'angoisse du gagne-pain qui se dérobe, donnent à la pensée sur les hautes finalités collectives l'apparence de la superfluité. A oublier pourtant ce que l'on est, on s'expose gravement à perdre ce que l'on a.

La Wallonie, enfin déprise d'un Etat qui la livrait à une domination étrangère et la vouait à la confusion identitaire, commence enfin à replacer les facteurs dans le bon ordre. Comme les

séparatistes l'avait prévu, le fédéralisme n'a pas enrayé la décomposition de la Belgique. Certes, après l'intermède stupide et coûteux du régionalisme, il l'a dotée d'une première panoplie de souveraineté qui permettra, avec de la volonté politique, de gagner la bataille de la sécession: un gouvernement responsable devant un Parlement élu au suffrage universel et distinct de son homologue belgeois. Des prérogatives déjà consistantes (sans oublier les compétences résiduelles que les juristes belgicains voulaient -mettez-vous à leur place!- conserver au pouvoir central), un Brabant wallon érigé en province, etc, etc. Mais comment les partis francophones de la majorité ont-ils pu s'abuser, après l'éclipse de Guy Spitaels, sur la stabilité du système? Comment n'ont-ils pas vu que le mouvement était lancé sur le plan incliné vers la descente? D'où leur est venue la conviction hallucinatoire que le nationalisme flamand s'assoupirait dans la paix communautaire? L'opposition, je m'empresse de l'ajouter, n'a pris que tout récemment une toute petite avance dans la course à la lucidité. Mais, comme l'écrivait De Gaulle, "Tout peut arriver, même ceci qu'un acte conforme à l'honneur et à l'honnêteté apparaisse, en fin de compte, comme un bon placement politique".

La Wallonie donc se redécouvre, mais elle le fait dans la sinistrose. A contempler ses friches industrielles, ses usines en liquidation, son chômage supérieur à la moyenne européenne, ses foyers sans berceaux (la peur du lendemain est un des paramètres du déclin démographique), l'âge trop élevé de son parc immobilier et l'insécurité de ses villes, elle n'a plus confiance en elle. Elle ne croit plus à la solidarité belge, mais elle a peur de l'indépendance. Elle devient graduellement "rattachiste" pour ne pas rester sans soutien. Certains d'entre nous s'en réjouissent, mais attention! D'abord, le risque n'est pas nul d'être invités, en termes plus civils que ceux d'un Charasse, à passer notre chemin. Ensuite et plus probablement, la France devrait infliger à ces nouveaux "départements" les rigueurs d'assainissements qu'ils auraient cru éluder en lui refilant les factures: quel n'en serait pas le douloureux contrecoup pour la cohésion nationale? La Wallonie est française par culture et par nature. Cela ne l'exempte pas de faire son propre ménage.

Suis-je en train d'écrire qu'il faut abattre par pans entiers les industries vacillantes, faire des coupes claires dans les services publics, nous saigner aux quatre veines pour être les premiers à

entendre tinter les euros de Maastricht dans notre porte-monnaie? Non, j'affirme le contraire. Mais l'effort sera dur à cause de ceci: il faudra penser à rebours de la pensée qui nous enfonce dans le déclin, -je fuis l'erreur de la qualifier d'unique, elle ne l'est pas. Comme pour la débelgification, nos gouvernants doivent s'arracher à la conservation de l'ordre ancien, fondé sur des idées fausses.

Les batailles de chiffres sur la Sécurité sociale ont effrayé beaucoup de nos politiciens qui nous croient plus pauvres que nous le sommes. Mais, outre que les comptes de ce secteur sont encore loin d'être transparents et que tout le monde est d'accord pour conclure que notre position ira s'améliorant vis-à-vis de celle de la Flandre, la Wallonie n'est pas stagnante. Mise en valeur par de bonnes infrastructures, sa situation géographique lui attire de grands investisseurs étrangers. Certaines de ses PME ont effectué des percées technologiques remarquables à partir d'une tradition intacte de savoir-faire et d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée (quelle terrible erreur de coucher l'enseignement sur le lit de Procuste d'une conjoncture budgétaire!). Enfin doté de compétences dont les Flamands tiraient tout le profit sous les régimes unitaire et régional, le Gouvernement wallon rattrape peu à peu notre ruineux retard dans la constitution de filières production/débouchés. De grands dossiers économiques sont maintenant traités sous l'angle de l'intérêt wallon et non plus de la "globalité" belge. Nos agriculteurs, nos exportateurs et une foule d'entrepreneurs apprécient maintenant les vertus de l'autonomie wallonne.

L'indépendance devrait accélérer encore cette régénération. Les entreprises publiques fédérales continuent à graisser abusivement les gamelles flamandes en commandes, en emplois et en investissements. Elles deviendront chez nous des propulseurs d'activité. L'organisation monétaire et financière du royaume a été le grand obstacle à la création du pôle bancaire qui nous fait cruellement défaut. Ces méfaits disparaîtront avec l'Etat belge. La gestion de la dette publique reflétera enfin nos propres choix de retranchements et non plus l'intérêt du commerce extérieur flamand.

Cela suffira-t-il? Non, quelles que soient la fécondité et la vigueur des initiatives venues du marché, notre économie a été trop touchée dans ses oeuvres vives pour se passer de l'initiative publique. Je l'ai déjà écrit dans ces colonnes, il n'y a là nul postulat idéologique, il y a la situation qui est la nôtre et qui appelle bien évidemment une synergie concertée avec le secteur privé, mais non moins impérieusement l'impulsion de l'Etat. Or, le Traité de Maastricht voue celui-ci à la paralysie. Il lui ôte la responsabilité de la monnaie pour la transférer, par une aberration inouïe dans l'histoire à un collège de banquiers déconnectés de tout contrôle des peuples et même des gouvernements. Par ses critères de convergence, il stérilise l'action budgétaire. Sa logique de concurrence à outrance frappe d'interdit la plupart des instruments de planification (fut-elle simplement incitative) et

ampute le champ dérogatoire que ménageait le Traité de Rome aux régions en difficulté et aux services d'intérêt général. Il reste quelques possibilités de modulation fiscale, mais elles se dissolvent une à une dans l'approche du marché intégré. Inutile d'ajouter que le système de Maastricht répudie le soutien de la demande intérieure pour privilégier les exportations avec ce résultat que les entreprises sont forcées de se battre comme des chiffonniers dans les arènes étrangères pour chercher des clients qui se raréfient dans leur pays, effet particulièrement néfaste pour les PME wallonnes qui vivent pour la plupart d'un marché de proximité. Inutile aussi de préciser que la Sécurité sociale, dont la Wallonie a besoin pour maintenir sa cohésion humaine, s'anémie dans la course à la monnaie unique.

Où, l'euro est une bonne idée théorique dont il faut souhaiter la concrétisation, mais à un coût raisonnable. Pour le moment, il est trop cher. Oui, il faut payer la dette publique, mais pourquoi aller plus vite que les créances en propageant la pauvreté et les faillites qui éloignent de l'objectif du remboursement?

L'Europe devient-elle du moins mieux protégée? Non, ses Etats désarment à qui mieux mieux pour économiser et s'en remettent plus que jamais au bouclier américain. La grande criminalité gangrène nos sociétés de moins en moins prémunies contre ses trafics par le laisser-faire ambiant. Est-elle plus puissante? Quand elle n'est pas à la remorque du grand hégémon sur les flots démontés du globe, elle s'égosille en discours de patronage. Quel parti aurait tiré De Gaulle de l'écroulement du bloc soviétique et des dernières convulsions du Proche-Orient? Mais qui reconnaît la voix de la France dans la bouche d'un ministre irlandais ou d'un ambassadeur espagnol mandatés par l'Union européenne? Quelles attentes, en revanche, lorsque le Président de la République entre en scène!

C'est en se branchant sur les énergies du fait national que l'Europe deviendra une puissance. En le comprimant dans un projet qui évalue les réalités humaines en termes de flux financiers, elle amorce contre elle-même le refus des peuples qui devient très perceptible au fil des consultations électorales et qui pourrait bien un jour devenir révolte. La France, et encore moins la Wallonie, ne pourraient en tout cas y subsister longtemps comme des collectivités identifiables.

Jean Defraigne fut, à ma connaissance, le premier responsable de rang élevé à dénoncer le danger de l'erreur maastrichtienne pour l'émancipation wallonne. Il a fait école, tant mieux, mais puisse l'action de tous faire suite à la leçon!

Jacques ROGISSART

A VOT' BON COEUR, M'SIEUR CHARASSE ...

Dans *Le Soir* du 4 octobre, Michel Charasse, sénateur PS de la République (1), nous dévoile le fond de sa pensée notamment à propos de l'avenir de la Belgique. Ce pays doit continuer à vivre, soutient notre père conscrit qui, dans la foulée, n'arrive pas à comprendre les Flamands! Indépendants, ceux-ci seront tout petits en Europe et seront toujours éconduits par les Néerlandais. Ainsi, 6 millions de Flamands seraient quantité négligeable sur le Vieux Continent? Pourtant, que nous sachions, les 5 millions de Danois ou de Finlandais, voire les 400 000 Luxembourgeois, pèsent d'un certain poids dans la balance!

Voilà donc l'hypothèse de l'éclatement de la Belgique anathémisée, mais, bon prince, M. Charasse dit oui à "un rapprochement avec la Wallonie. Nous partageons la même langue et un bout d'histoire. On peut aider les Wallons à garder le moral pour rester en Belgique. Parce que le rattachement, c'est non. Socialiste ne rime pas avec con. Je ne me taperai pas les pauvres de Belgique (2) en plus de mes pauvres à moi". Relevons au passage ces derniers mots, c'est le langage-type d'une dame d'oeuvres du siècle passé, - elle-aussi avait "ses" pauvres. Sur le fond, retenons que le sénateur condescend à apporter une aide aux Wallons (nécessiteux? Il ne précise pas). Qu'il en soit à l'avance humblement remercié! Oserait-on encore lui demander quelle forme prendrait cette aide? Platonique sans doute?

En tout cas, pas question d'une réunion. Soit, elle serait d'ailleurs difficile à réaliser à brève échéance pour de multiples raisons, mais constatons encore le rejet implicite de toute forme d'association d'un Etat wallon (ou wallono-bruxellois) avec la République. Est-ce simplement curieux ou inquiétant?

"L'intérêt de tous est de conserver la Belgique telle qu'elle est", professe-t-il *in fine*. Si nous le comprenons bien, peu lui chaut le sort de plus de 3 millions de Wallons minorisés chaque jour

d'avantage, dans un Etat belgo-flamand. Sans doute, M. Charasse ignore-t-il l'action flamande qui, depuis des décennies - et sans poser de bombes! -, ronge l'Etat fédéral de mille manières, fait main basse sur tous les leviers de commande : diplomatie, commerce extérieur, force publique, aide aux pays sous-développés, etc..., poussant ainsi de plus en plus haut le seul nom de Flandre dans le monde entier? Sans doute, ne sait-il pas que la Flandre est déjà une Nation qui déteste cordialement la France, sentiment qu'elle n'a d'ailleurs jamais caché.



Voyons, mon brave,
un peu de dignité!
J'ai déjà mes pauvres.

Sait-il aussi, ce socialiste-qui-n'est-pas-con, qu'il faut, depuis un long quart de siècle, être impérativement un Flamand garanti bon teint pour devenir le Premier Ministre de l'Etat Belge? Que penserait-il de son pays, s'il fallait être un Auvergnat de pure souche pour être le Premier Ministre de la République française? Il penserait qu'elle aurait perdu ses valeurs essentielles.

Mais apparemment, M. Charasse n'a cure de ces brouilleries. Que les Wallons se taisent, fassent le gros dos et obéissent -en flamand, de préférence- à leurs maîtres germaniques et tout ira bien. Chacun chez soi, surtout les pauvres de Wallonie, blottis dans le sein de *Moeder België* !

Où sont, dans tout cela, les principes généreux que la Révolution de '89 a répandu -parfois, il est vrai, avec quelque maladresse- tout autour d'elle? Oubliés,

effacés! Chacun conserve "ses" pauvres. C'est pourtant M. Charasse en personne qui nous fait remarquer: "Les puissances du fric (ndlr: qu'il doit bien connaître pour avoir été ministre du Budget) pousse à l'égoïsme car la division affaiblit". Très juste, mais il place la barre un cran trop bas.

Puisque M. Charasse se veut socialiste -comme Jean Jaurès peut-être?-, pourquoi n'essayerait-il pas de faire rimer ce mot avec altruiste? Cela ferait (presque) une rime riche. En d'autres termes, à l'aube du XXI^e siècle, les socialistes auraient-ils perdu la fibre internationaliste? Ne devraient-ils pas être encore à l'écoute des nouvelles aspirations des peuples? "La stabilité des États est essentielle en Europe", assène-t-il. Encore et toujours, cette vision d'une Histoire figée dans le temps et l'espace. Conservons, con-servons...oui, comme la lune!

Donc, refus affirmé du moindre changement et du désir de certains peuples à se gouverner eux-mêmes. Pourquoi? Parce qu'il ne faut rien modifier sous peine de commettre l'horrible péché de nationalisme; parce qu'il ne faut pas menacer la construction d'une Europe accommodée à la sauce maastrichtoise; parce que, comme l'aurait dit *mezzo voce* un ministre de l'actuel gouvernement de la France: "nous n'allons pas mécontenter nos amis flamands".

Alors, M. Charasse, soyez logique! Si telle est votre vision des choses, il vous faudra vite reforger une Sainte Alliance, bien armée, pour protéger votre Europe, celle que nous fit le siècle précédent. En tout cas, M'sieur Charasse, vous aurez sans aucun doute réconforté vos bons amis belgicains et mérité l'ordre de Léopold avec palmes et, peut-être même, l'ordre du Lion noir. Et à vot' bon coeur!

Daniel LANIER

(1) Interview accordée suite à la parution du livre *55, Faubourg-Saint-Honoré* (Paris, Grasset).
(2) Jusqu'à plus ample informé, la Flandre n'a pas demandé au trop généreux sénateur de s'occuper de "ses" pauvres à elle!

Economie

Wallonie - Flandre : concurrence déloyale

Monsieur le Sénateur Pierre Hazette (PRL) a réalisé et nous a communiqué une étude comparative sur la concurrence que se livrent les firmes wallonnes et flamandes à la frontière linguistique. Le constat est révélateur: les Wallons se font avoir une fois encore!

Le problème mis en exergue ici est l'économie au noir. Elle englobe « toutes les activités pouvant être intégrées dans le P.I.B., c'est-à-dire des activités légales et créatrices de richesses, mais pouvant échapper aux autorités fiscales ».

Le travailleur au noir moderne a un emploi et une qualification et son employeur au noir est souvent son employeur officiel. Selon les heures, son statut change et les heures supplémentaires sont payées en noir. Dans ce cas, les cotisations sociales sont systématiquement fraudées. En 1992, en Belgique, la perte est estimée à 13 % des recettes de la sécurité sociale.

La fraude à la T.V.A. n'est pas à proprement parler du travail en noir, mais elle permet d'évaluer les échanges pratiqués dans l'économie parallèle. On estime que la perte de recette T.V.A. est d'environ 20 % en 1993 (LLB 25/10/96)

Nous assistons donc à la mise en place d'un système de compétition par allègement des charges. En effet, depuis la fédéralisation, les différentes régions composant l'Etat belge utilisent les moyens de l'expansion économique afin d'améliorer l'emploi.

Mais que se passerait-il si une des régions avait une économie au noir plus développée que les autres?

Certes, l'Etat s'appauvrirait mais il ne faudrait pas négliger les effets de la concurrence entre entreprises. La région la plus vertueuse ou la plus contrôlée serait défavorisée!

Le Sénateur Pierre Hazette a effectué un sondage dans 14 entreprises wallonnes totalisant 1 000 personnes occupées pour un chiffre d'affaires de 6 milliards. Ce qui apparaît est édifiant:

1. Un régime laxiste d'application à la T.V.A.
L'entreprise flamande applique la T.V.A. avec plus de «souplesse» qu'en Wallonie; les prix s'en ressentent évidemment. De plus, les contrôles fiscaux sont moins lourds en Flandre, moins tatillons, plus «compréhensifs»...
2. Des fraudes à la législation sociale.
Dans l'entreprise familiale flamande, il est courant que ce travail de nuit ou de week-end soit exécuté au noir!
3. Un protectionnisme généralisé. La Flandre ne tolère pas qu'une entreprise wallonne obtienne un marché public sur son sol! Prenons comme exemple la construction du Parlement flamand ou celle du nouvel aéroport de Zaventem.

Nous pouvons donc nous poser la question de l'utilité de l'expression «loyauté fédérale». A-t-elle jamais eu un sens?

Nous pensons que c'est encore une fois un leurre auquel les politiciens wallons se sont laissés prendre et qu'il est temps d'ouvrir les yeux.

TOUS AU NÉERLANDAIS ?

Le Soir du 22 octobre nous a appris que la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française (*van België*), "Laurette Onkelinx (avait) promis que, d'ici à l'an 2000, tous les jeunes francophones en âge scolaire parleraient néerlandais". Pour le moins, c'est un pari audacieux, mais, admettons un court instant qu'il soit gagné ! Grâce à la victoire d'une pédagogie-miracle, -qui reste d'ailleurs à inventer !-, voilà donc tous nos braves petits Bruxellois et Wallons bien armés pour prétendre aux postes les plus enviés de la Belgique/*België* du début du 3ème millénaire.

Ik had een droom!

Mais cessons de rêver pour constater que, même dans ce cas, les jeunes francophones resteront doublement cocus parceque :

1° dans la logique belgo-flamande déjà rodée depuis longtemps, les Flamands, qui ont la haute main sur les administrations fédérales, sur beaucoup d'entreprises et notamment sur le commerce extérieur, choisiront toujours leurs compatriotes, même s'ils ne connaissent qu'imparfaitement la langue française. En d'autres mots, ils continueront à donner la préférence aux locuteurs du "flamand standard" (5,5 millions), langue qui s'est tout de même écartée de l' *algemeen beschaafd nederlands* utilisé par les 16 millions de Hollandais.

2° pendant tout le temps que les Wallons se seront évertués à étudier le néerlandais, ils n'auront pas appris les langues importantes : l'anglais, pratiqué par 355 millions de personnes et langue avérée du *business* international ; l'allemand, parlé par près de 90 millions d'individus et largement utilisé dans toute l'Europe de l'Est; l'espagnol qui domine en Amérique du Sud sans oublier le Mexique, et se répand même aux Etats-Unis (plus de 300 millions d'hispanophones au total).

Donc, demain, selon le crédo de sainte Laurette, les jeunes Wallons et Bruxellois se retrouveraient en bonne posture sur le marché belge du travail. Peut-être, mais la Belgique existera-t-elle encore dans quelques années? Dans l'hypothèse tout à fait réaliste de sa disparition, nos braves jeunes "néerlandisés" seront, à coup sûr, les grands perdants sur le marché mondial.

Est-ce le but recherché? Aux Wallons de répondre par un choix judicieux, *but I had a dream!*

Jacques LIENARD

P-S : En attendant, voici un bon début de réponse de l'Université de Liège (cfr *Le Quinzième Jour*, n° 48, 17-24 novembre 1996) :
EN ANGLAIS DANS LE TEXTE

Au cours de l'année académique 1996-97 et à titre expérimental, certains professeurs de la faculté des Sciences permettront aux étudiants qui le souhaitent de suivre en anglais une répétition d'une partie des cours de première candidature. L'objectif est double : convaincre l'étudiant de la nécessité d'apprendre les langues étrangères et lui permettre d'entretenir ses connaissances. Au cas où l'expérience s'avérerait positive, elle pourrait être étendue à d'autres facultés dans les années à venir.

L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE MET LES PIEDS DANS LE PLAT

Dans une lettre adressée le 3 octobre au maire de Vellerat (ndlr: voir page suivante), l'ambassadeur de Belgique en Suisse, M. Hugo Callebaut, enjoint les autorités de la 83e commune de la République et Canton du Jura de modifier le panneau planté à l'entrée de la localité (1), sur lequel figure la mention du jumelage de la commune jurassienne avec celle des Fourons, en Wallonie. Aux yeux de l'ambassadeur, la commune des Fourons est une région flamande rattachée à la province du Limbourg. La riposte ne s'est pas fait attendre.

Mercredi 23 octobre, en présence notamment de M. Christian Bourgoignie, délégué de la Communauté française de Belgique en Suisse -lequel a remis une collection d'ouvrages d'auteurs francophones belges à la bibliothèque communale, en signe d'hommage pour la lutte de la "Communauté libre" -, José Happart, député européen, José Smeets, bourgmestre des Fourons, Jean-Louis Xhonneux, secrétaire général de l'Action fouronnaise, et les autorités de Vellerat et de la commune wallonne jumelée ont tenu à faire part de leur réponse à l'action maladroite de l'ambassadeur de Belgique en Suisse.

Cette attitude "révèle un état d'esprit commun aux Flamands et aux Bernois à l'égard de la minorité francophone. La similitude est frappante, a notamment déclaré M. Comte. Et de citer l'épisode lors duquel les autorités bernoises avaient interdit à la commune de Vellerat l'utilisation de l'écusson jurassien sur sa correspondance. "Alors que, de son côté, le Gouverneur flamand du Limbourg s'opposait à l'élection, pourtant démocratiquement acquise, de José Happart à la fonction de bourgmestre des Fourons, le Gouvernement bernois et Mme Elisabeth Kopp tentaient de le faire interdire de séjour en Suisse".

(Extrait de *Le Jura libre* du 24 octobre 1996)

(1) panneau portant le texte suivant: VELLERAT (JURA), commune jumelée avec LES FOURONS (WALLONIE).
Figurent également l'écusson jurassien et le coq wallon



M. l'ambassadeur de Belgique met les pieds dans le plat

Violation des usages

Dans une lettre adressée le 23 octobre à l'ambassade de Belgique, le Conseil communal de Vellerat constate que la démarche de l'ambassadeur belge viole les usages diplomatiques en vigueur. « Sans vous soucier une seconde de l'autonomie communale, (...) vous ignorez notamment l'intermédiaire incontournable qu'est le Département fédéral des affaires étrangères ». L'exécutif de Vellerat rappelle ensuite que la commune francophone des Fourons, « rattachée contre son gré à la province flamande du Limbourg en 1963, fait, pour nous, toujours partie de la Wallonie et doit, à terme, être restituée à la Province de Liège ». Enfin, il souligne « qu'au moment où la Belgique vit des heures parmi les plus sombres de son histoire, (...) il est choquant qu'un représentant de son corps diplomatique puisse perdre le temps de commettre une si stupide ingérence politique à l'étranger ». En conclusion, le Conseil communal informe que décision a été prise de faire apposer, à l'entrée de la localité, un panneau rénové.



Lors de sa séance des 12 et 13 octobre, le Comité permanent de la Conférence des peuples de langue française, réuni dans le Val d'Aoste, a réaffirmé son entière solidarité à la majorité wallonne de la commune des Fourons. Le comité a par ailleurs posé deux questions:

- Le Conseil fédéral helvétique apprécie-t-il l'ingérence directe de l'ambassadeur belge dans les affaires intérieures de son pays et son viol de l'autonomie communale?

- Quelles sanctions le Gouvernement belge compte-t-il prendre à

l'égard d'un ambassadeur dont l'aveuglement flamingant fait oublier que son intermédiaire obligatoire est le titulaire du Ministère des Affaires étrangères?

Enfin, le Comité permanent « souhaite que les élus francophones du Parlement belge et les députés wallons et bruxellois qui forment le Conseil de la Communauté française de Belgique protestent contre l'attitude unilatérale du principal responsable diplomatique belge en Suisse ».



AMBASSADE
DE
BELGIQUE

P21 : 3278

Berne, le 3 octobre 1996

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au sujet d'une question relevant du jumelage entre la commune suisse de Vellerat et la commune belge des Fourons. La presse belge s'est en effet faite écho récemment des panneaux qui ont été placés à l'entrée de la localité de Vellerat, portant la mention suivante : "Vellerat (Jura) commune jumelée avec les Fourons (Wallonie)", la dernière mention étant accompagnée de la reproduction du coq wallon.

Je souhaite attirer votre attention sur le fait que la commune belge des Fourons est une commune flamande qui fait partie de la Province du Limbourg, située sur le territoire de la Région flamande de Belgique. La commune des Fourons ne fait donc à aucun titre partie de la Wallonie.

Je vous saurais dès lors gré de bien vouloir veiller à ce que cette erreur de signalisation soit corrigée sans tarder et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, les assurances de ma considération distinguée.

Hugo Callebaut
Ambassadeur de Belgique auprès de
la Confédération helvétique.

La bévue de M. l'ambassadeur de Belgique en Suisse.

LE FRANÇAIS SANS TAMBOURS NI COMPLEXES (I)

Georges Brassens avait paraît-il coutume de confier à ses familiers qu'il aimait bien la Belgique et les Belges. En ajoutant, l'oeil malicieux: "ils parlent presque le même français que nous".

Mine de rien, ce *presque* alimente chez beaucoup de Wallons et de Bruxellois francophones une sorte de malaise, entretenu par les "blagues belges" des "humoristes" (hum! hum!) français des vingt ou vingt-cinq dernières années (la veine se semble guère remonter qu'à Coluche).

Passons sur le prétendu "complexe de supériorité" linguistique des natifs de France. C'est un leurre. Il faut savoir que le repérage des accents locaux s'apparente dans l'Hexagone à un sport national. Paris brocarde volontiers les intonations de la Province et des campagnes (du nordiste Mauroy au méridional Pasqua...). Les provinciaux, qui n'ont pas non plus la langue en poche, rendent la monnaie de leurs pièces aux "Parisiens, têtes de chiens, Parigots, têtes de veaux", etc.

Au fond, comme au sein des meilleures familles, on se plaisante, on s'asticote entre proches. Quand ils étendent le procédé aux pays voisins, les Français croient lui adresser un signe amical, inconscients de leur maladresse tactique vis-à-vis des Flamands (les francophones devraient au contraire se féliciter chaque fois qu'un étranger leur fait l'honneur d'user de la langue française, et lui faciliter la tâche au lieu de le rebuter) et, plus regrettable encore de notre point de vue, insoucieux du faux-pas sentimental envers ces Belges parlant français "depuis le XIIIe siècle" (c'est la réplique qu'avait fièrement lancée un de mes vieux maîtres à un interlocuteur bien intentionné, mais d'assez petite culture, qui le congratulait pour sa compétence langagière).

Le français ne fut jamais chez nous une langue importée. Si l'on admet que Paris et l'Île-de-France fournissent le berceau d'un dialecte *francien*, issu parmi cent autres de la colonisation romaine, mais servi par le prestige du roi et une position centrale qui gommait au regard des patois périphériques les aspérités trop voyantes, il nous serait même plus naturel qu'à Brest, Lyon, Limoges, Bordeaux, Toulouse ou Marseille, pour ne rien dire de Nice, italienne jusqu'en 1860 ou *a fortiori* de Strasbourg. Les nouvelles théories philologiques selon lesquelles le français constituerait, non un dialecte, mais une langue écrite de clercs, précédant la fragmentation dialectale, et lui survivant, ne changent rien à l'affaire, ni d'ailleurs à l'aura précoce de Paris, dont témoignent tant l'Artésien Conon de Béthune en 1180 ("...cil ne sont bien appris ne cortois / Qui m'ont repris si j'ai dit mot d'Artois/ Car ne fui pas noriz à Pontoise"; traduisez: " pas très élégant de me reprocher l'un ou l'autre mot d'Artois, car je n'ai pas été élevé, moi, à Pontoise") que l'Orléanais Jean de Meung un siècle plus tard ("Si m'excuse de mon langage/ Rude, malostru et sauvage/ Car nés ne suis pas de Paris").

Pourtant, du moyen âge au XVIIIe siècle sur tout le territoire dit *d'oïl* (couvrant les parlers romans du nord de la Loire, y compris le wallon, le picard, le lorrain et le champenois utilisés à l'intérieur de nos actuelles frontières politiques), l'observation de certaines divergences dans le maniement de l'idiome ne s'est accompagnée de part et d'autre d'aucun sentiment excessif de supériorité ou d'infériorité. Les clivages

restent plus sociaux que géographiques. Henri Estienne, grammairien-lexicographe et humanisme de la Renaissance, lui-même Parisien bon teint, constatait sereinement: "...je laisserai aux Wallons rendre compte de leurs wallonismes; il suffit, si je rends compte de mes gallismes ou gallicismes." Le 26 avril 1770, le Père Jésuite Paquot prononçait devant la Société littéraire de Bruxelles un "Discours sur les langues anciennes et modernes reçues dans les contrées qui forment aujourd'hui les XVII Provinces des Pays-Bas et de la Principauté de Liège". J'en extrais ce passage significatif: "Il est vrai que les Wallons ont toujours usé de termes particuliers et qui n'avaient point de cours vers le milieu de la France; il est encore vrai qu'ils ont la plupart une prononciation vicieuse et quantité de phrases éloignées du tout français. Mais ce défaut leur est commun avec toutes les provinces de France, qui ont chacune leur jargon; sans excepter celle où est la capitale du royaume."

L'important, ainsi que le note Félix Rousseau, aux pages 43-44 de l'excellent petit livre *La Wallonie, terre romane*, publié par l'Institut Jules Destrée, est la volonté qui se manifeste sans discontinuer d'employer le français, avec, bien entendu, des réussites variables selon le degré d'instruction. Cette *koinè* française, en dépit des wallonismes et des picardismes qui la colorent, cimente petit à petit l'unité des Wallons et maintient contre vents et marées l'union spirituelle de la Wallonie avec la France.

Car le vent tourne à partir de 1815 et 1830. Au moment où le jacobinisme centralisateur confie à l'école républicaine le soin d'apprendre à lire et à écrire "à tous les petits Français" (j'emprunte l'expression au titre d'un livre d'André Chervel) la Belgique romane se ferme à l'influence administrative de la France et s'expose à la contamination de tournures germaniques. Il en résulte en français de Belgique une quantité de conservatismes et une poignée de flandricismes, qu'on aurait toutefois le tort de surévaluer.

J'en ferai le sujet d'un prochain article. Terminons plutôt celui-ci, à titre de poteau indicateur, par le jugement que portait sur Liège le grand historien romantique Jules Michelet (1844): " On avait beau dire qu'elle était allemande et du cercle de Westphalie, elle n'en voulait rien croire. Elle laissait sa Meuse descendre aux Pays-Bas; elle, sa tendance était de remonter. Quoi de plus français que ce pays wallon?"

Marc WILMET
Professeur de linguistique à l'U.L.B

Il nous est agréable de signaler

la sortie prochaine du film
de notre ami Georges YU :
Les Rues de Liège:
Balade à deux Temps. (1956-1996)

Première: le vendredi 13 décembre 1996 à 20 h
30 au cinéma Le Parc - 22, rue P.J. Carpay,
4020 Liège (Droixhe)



NOUS AVONS LU :

Maëstr...ique?

Voici un livre formidable, dirigé par Philippe de Saint Robert (1). Consacré à "Maëstricht", il réunit les contributions, de la droite et de la gauche républicaine, en éliminant les factieux de l'extrême droite, et retrace les étapes de la déliquescence européenne, dont "Maëstricht" est le principal responsable. Dans ces mêmes colonnes, grâce à Jacques Rogissart et Jean Defraigne, on s'aperçoit que ces deux grandes figures de la droite et de la gauche belges francophones, laïques et républicaines, disent très vite ce que l'Acte unique (inique?) ferait de nos régions: démission des responsabilités financières, industrielles, cancer des taux de convergence dont l'étreinte empêche de subventionner les entreprises prometteuses d'emplois, taillant dans la sécurité sociale, les budgets culturels, provoquant drames et injustices humains, sabotage de la création et accentuation de l'américanisation de l'Europe par la perte des pouvoirs nationaux en matière militaire et diplomatique (toute politique commune de défense étant impossible par le systématisme atlantiste de la Grande Bretagne, de l'Allemagne, de leurs relais en France, de Belgique et d'ailleurs).

En 1992, avant le référendum, un article dans *Le Monde*, sous la signature d'Etienne et la mienne, dénonçait tout ceci et appelait à voter NON. Quatre ans plus tard, Julien Dray, Jacques Chirac, Roland Dumas, etc..., principaux meneurs

du OUI, avouent que, devant les résultats, ils regrettent d'avoir favorisé l'Europe "maëstrichtienne".

De ce livre indispensable, extrayons deux (trop) brèves citations: Chevènement, "(...) Le Traité de Maëstricht ne finira-t-il pas par se retourner contre l'Europe? ... (La République) ouvre une porte sur une Europe confédérale, qui respecterait l'apport original de chaque Nation, tout en évitant l'hégémonie d'une seule" (p.245); Saint Robert, "(...) (A la Commission de Bruxelles), là, des fonctionnaires grisés d'un pouvoir sans contrôle développent une sorte de jacobinisme technocratique qui n'est que du fascisme ordinaire: la vieille entreprise synarchique trouvant un espace à la mesure de son ambition. Nous sommes pour une AUTRE Europe, au nom de celle-ci" (p.13).

Janos MOLNAR

NB : Rappelons que J. Molnar travaille notamment à Paris V -Sorbonne, avec Michel Maffesoli, sur les conséquences pour la Laïcité d'une éventuelle association entre la Wallonie et la France, si les Flamands prennent leur indépendance. Il sollicite un grand nombre d'avis ou d'informations que vous pouvez lui faire parvenir à son nom, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

(1) Philippe de Saint Robert présente: *l'Europe déraisonnable*, avec, entre autres, les contributions d'Etienne Burin des Rozières, Jean-Claude Carrière, Jean-Pierre Chevènement, le Général Gallois, François Goguel, Paul-Marie de la Gorce, Michel Pinton, Philippe Seguin (Paris, éd. Valmonde et F.-X. de Guibert, 140 FF).

Il nous revient...

- que L'INAMI va réclamer à Dutroux le remboursement d'1.200 000 FB. Cette somme correspond à la pension d'invalidité indûment perçue par ce "brave homme". *La Meuse* du 5 novembre nous dit à ce propos: "C'est aussi l'image du Wallon qui en a pris un coup, aux yeux d'une certaine Flandre, convaincue que, décidément, il n'y a qu'au sud que de tels profiteurs existent".

- que le secrétaire d'Etat (flamand) aux Affaires sociales a décidé la diminution de la contribution de l'Etat fédéral au minimex (c'est le RMI belge). Seront touchées: **85% des communes rurales de Wallonie**. Il ne faudrait pas oublier d'y rajouter les villes. Faut-il un dessin?

OU LES DIFFERENCES VONT-ELLES SE NICHER ?

A la fin d'octobre, la RTBF a régalé ses auditeurs d'une émission consacrée à la lingerie féminine. Le directeur d'une firme commerciale a levé un coin du voile sur les dessous -si l'on peut dire!- de ce marché qualifié, pour la circonstance, de "belge" par le journaliste:

" En Belgique, il y a ... heu... deux peuples; les Flamandes préfèrent le blanc et le coton, les Wallonnes aiment la couleur et les dentelles".

Serait-ce encore une gautoiserie ?

POUR LES SPORTIFS

RTBF, Mercredi 13 novembre 1996 (19 h 10), émission: *Le Quotidien du Sport*.

Le journaliste annonce qu'un certain Michel Verschuere a ramené sur le tapis le sujet suivant: mettre sur pied, en division 1, un championnat de football hollando-belge. Outre les Néerlandais, dont le nombre d'équipes n'a pas été précisé, il y aurait 2 équipes bruxelloises, 3 wallonnes et...10 flamandes.

Du coup, devant ce léger déséquilibre, un responsable du Sporting Club de Charleroi a suggéré une participation des clubs wallons au championnat français. Affaire à suivre!

APPEL URGENT A TOUS NOS SYMPATHISANTS

C'est au moment où nos idées progressent à vive allure que nous avons besoin de votre aide : en envoyant vos avis, suggestions ou points de vue sur des questions qui se poseront au moment de la disparition de l'Etat belge (fiscalité, dette publique, justice, enseignement, diplomatie, etc...)

en versant à notre fonds de combat et / ou en s'abonnant à notre périodique
Wallonie-France (4 numéros par an)

ABONNEMENT : 500 FB

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 800 FB

ABONNEMENT ETUDIANT : 300 FB

à verser sur le compte 240-0786635-66 de *Wallonie-France* à 4102 Ougrée.

Pour nos amis de France :

ABONNEMENT : 100 FF

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 150 FF

ABONNEMENT ETUDIANT : 70 FF

à verser sur le compte de *Wallonie-France* de la BRED à Paris:
code banque 10107 - code guichet : 00118/n°212181978-10.



Président : André SCHREURS - Tél. (04) 224 13 79
Vice-Présidents : Jean BONNIVERT - Tél. (04) 223 66 08
Jean-Antoine HARDY - Tél. (04) 342 40 13 ou 388 35 19
Secrétaire : Laurent LERUTH
Trésorier : Raymond SALOMON - Tél. (04) 336 29 09

Correspondants :

Bruxelles : Claude GOFFIN - 58, Clos de l'Oasis - 1140 Bruxelles

Brabant wallon : Rodolphe LAMY - 151, rue du Blanc-Ry - 1342 Limelette

Hainaut : Jean VANDERCAM - 10, Chaussée de Châtelet - 6042 Lodelinsart.

Namur : René WALGRAFFE - 6, Dessus la Ville - 5660 Couvin.

France : Charles CONTE - 5, rue Altrinham - F 93150 Le Blanc-Mesnil

Rédaction : Jacques LIENARD - 49B, av. C. de Gerlache - 4000 Liège. Tél : (04) 253 26 47

Editeur responsable : Laurent LERUTH - 1, rue de Pitteurs - 4020 Liège. Tél : (04) 342 10 90.